

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : www.jj-pat-rey.com

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>

CPE : dessous et enjeux

Bilan : quand on se mobilise, on obtient quelque chose, n'en déplaise aux chantres impuissants du « c'est comme ça, il faut faire avec » et toutes les brêles du conformisme branlant qui bêlent en cœur. Il n'y a pas de fatalité ni besoin de faire le fier ou le révolutionnaire ; il suffit de se montrer digne d'un être humain, d'être prêt à se battre pour défendre ses droits et obtenir justice ; bref ! en quelque sorte d'honorer la vie qui nous été donnée. Mais cela, ces choses essentielles, certains oublient d'y souscrire dès qu'ils obtiennent un peu de confort... L'animal sauvage en nous est vite domestiqué ! Le plus sûr moyen de l'esclavage, c'est de persuader les gens qu'ils ne peuvent rien changer à leur sort, à l'ordre des choses. Vous avez vu ce qui se passe quand on se bouge un peu ? ...

La conclusion, elle est élémentaire, un peu dans le genre : « *aide-toi et le ciel t'aidera !* » Aussi qu'on ne vienne plus me dire : « mais tu es fou, cela ne peut se faire, c'est impossible, c'est une utopie, etc. » Les fous, c'est plutôt ceux qui ne croient en rien, surtout pas en eux-même, et qui se contentent de regarder passer les trains, comme les vaches dans les prés. Même si le train de l'évolution va trop vite, il faut essayer d'y embarquer, on peut toujours y trouver du foin pour ruminer, en attendant de découvrir de verts pâturages... Ceci, cette crise sociale engendrée par le CPE : (pour moi, le Certificat Primaire d'Exploité !) n'est qu'un sursaut d'orgueil humain pour être un meilleur citoyen. Elle n'est qu'une étape, la première étape, dirai-je, dans un processus de reconquête de sa dignité, un premier pas dans la redécouverte du "**Vivre ensemble**", parce que vivre en société, c'est agir pour maintenir les équilibres ; ce que semblent avoir oublié, quelques gros pontes universels. Ce n'est pas du déterminisme, ni d'être socialiste (ah ! les beaux suffixes utilisés en ritournelles) c'est mieux ! C'est respirer à la surface du possible, renouveler les concepts, faire des projets pour

rebâtir le monde, changer la perception du « réel » : ce pseudo réel que les vieux C... pensent interchangeable, parce que, eux, ils ne veulent plus rien changer ! Entre nous, il n'est pas insurmontable de leur démontrer qu'il y a mieux à faire que ce qu'ils ont fait, on ne se foulera pas une cheville de dépasser le glorieux acmé de 68 : ce gros œuf avarié ! ... Allez, roulez, jeunesse ! Je bats la cadence avec vous ! Vous avez vu, d'un coup il y a des acteurs sociaux qui retrouvent le goût de se battre et d'avoir des ambitions... Une chose est sûre quand j'entends parler certains vieux « croûtons » : qu'ils soient philosophes ou sociologues, c'est qu'il faut changer les repères, à commencer par les cadres...

Le vrai enjeu, la vraie fracture, est la manière d'envisager la société de demain, dans la crise du CPE. La réaction de l'esprit moyen (ce n'est qu'un euphémisme) est : « vous ne connaissez pas le monde du travail, on travaille pour vous ! »... Voilà l'argument majeur des bornés, des béni-oui-oui, qui, se faisant exploiter à longueur de journée, trouvent normal la discrimination, surtout envers les jeunes qui doivent "apprendre la vie"... Que ceux-ci en aient moins qu'eux, soient exclus de la cité ou mieux, soient corvéables à merci comme des esclaves, pour payer la retraite et assurer les vieux jours de leurs aînés, ne choquent pas leur conscience (à se demander s'ils en ont une !) C'est le clivage droite-gauche, comme d'habitude, mais en plus beau ! S'ils ne connaissent pas le « monde du travail », les jeunes, c'est qu'ils en sont exclus, et ce n'est pas une raison pour les considérer comme des inférieurs, en oubliant son propre apprentissage et la chance de faire ses preuves qui étaient une règle d'usage, dans un ancien temps qui n'est pas si loin... Les rapports de force primaires semblent être le seul langage auquel soient sensibles, les politiques, notamment ceux de droite, qui persistent à croire que tous ceux qui luttent contre les excès du libéralisme, sont des communistes, et, que tous ceux qui contestent l'ordre social, sont des anarchistes : ce qui prouve à quel point, ils sont déphasés, déconnectés de la société réelle, perchés sur les branches biscornues de leur fameux « réel ». Quelle misère morale ! D'ailleurs ces derniers gouvernements versent dans une pantalonnade permanente et je me demande s'ils s'en rendent compte, qu'au niveau des idées au moins, ils dansent à poil depuis longtemps et ne font plus rire personne ! Le réel qu'ils invoquent comme décor immarcescible, il s'épèle, il se modèle. Si d'après certains(e)s bien-pensants de l'UMP : "les français préfèrent la révolution aux réformes", le bon sens populaire, lui, croit ce qu'il voit : **il leur répond que la régression n'est pas une réforme**, et que cela est vrai de tout temps, en tout lieu et sans condition !

Jean-Jacques REY

Envoi d'Alain Springer :

http://zodode.5.50megs.com/PD/AS_mots.htm

1794 : abolition de l'esclavage

1801/1802 : Rétablissement de l'esclavage par Napoléon

1848 : abolition de l'esclavage grâce à l'action de Victor Schoelcher

2006 : rétablissement partiel de l'esclavage par Messire Dominique Galouzeau de Villepint par le biais du CPE.

Le CPE n'est ni plus ni moins que le rétablissement d'une forme d'esclavage pour les jeunes âgé de 16 à 26 ans.

Un jeune, embauché sous le pseudo contrat CPE – en effet un contrat est convenu entre deux parties et accepté par icelle compte tenu de réciprocités d'intérêts et donc le CPE n'est pas un contrat mais un pseudo contrat – outre qu'il pourra être licencié sans motif, délai et préavis ; sera astreint par cette contrainte à accepter toutes conditions ou durées, voire rétribution... imposée par le patron. En outre il lui sera impossible de rejoindre une organisation syndicale, pour les mêmes raisons.

De plus, ce jeune pourra être soumis au harcèlement moral ou sexuel (et ceci quel que soit son sexe) sans autre recours que celui de quitter son emploi.

Lorsque l'on dit que les patrons pourront licencier dans ces conditions la réponse des conservateurs (Et non ! ce n'est pas le salarié qui cherche à préserver les acquis sociaux, qui est un conservateur, contrairement à ce que l'on cherche à entrer dans la tête du peuple ; mais bien ceux qui, par des manœuvres ignobles tentent de revenir à une époque antérieure à celle où ils furent conquis de haute lute et dans le sang des ouvriers !) Ils répondent qu'aucun patron ne licenciera un salarié au bout de deux ans !

Bien sûr !

S'il l'a gardé deux ans c'est que cet employé est vraiment un « modèle » de soumission ! Il a travaillé dans les pires conditions sans jamais élever la voix – sinon il ne serait plus là ! C'est un parfait mouton, élevé comme du bétail ; taillable et corvéable, comme on dit. Alors pourquoi s'en priver. Non ! ce n'est pas de celui-ci dont il s'agit mais de tous ceux qui seront « tombés » en cours de route. Pour un mot de travers ou un quart d'heure de retard ! Tous ceux là qui erreront de CPE en CPE jusqu'à l'âge de 26 ans ! Avec un « dossier » qui les suivra d'ANPE et formations

bidons, marqué « dangereux agitateur politique » pour un timide « mais monsieur, la loi dit... »

Alain SPRINGER

Envoi d'Isabelle Costa : <http://costa.songs.free.fr/>

Suite CPE...

Il y a encore un mois, une majorité de Français soutenaient le projet de CPE (« Contrat première embauche »). Un mois plus tard, le nombre des opposants était devenu majoritaire. Entre temps, le mouvement des étudiants s'est étendu aux lycéens, puis aux adultes, puis à la France entière. Les manifestations du 28 mars ont vu plus de deux millions de manifestants de tous âges et de toutes conditions professionnelles descendre dans la rue, alors même que le CPE ne concerne que les jeunes de moins de 26 ans. C'est bien la preuve que ce projet de contrat est devenu un prétexte, et qu'aujourd'hui n'importe quelle étincelle peut allumer l'incendie.

Si le gouvernement a réussi à faire contre lui l'unanimité de couches sociales dont les intérêts n'étaient pas nécessairement convergents, c'est que l'opposition à ce projet, certes critiquable (en prévoyant initialement une période d'essai de deux ans durant laquelle les jeunes pourraient être licenciés sans motif, il aggravait de toute évidence la précarité de leur emploi), mais somme toute d'importance modeste, a cristallisé un mécontentement plus vaste. Et révélé une peur généralisée devant l'avenir.

L'affaire du CPE renvoie en effet de toute évidence aux blocages généraux de la société et à ses dysfonctionnements. La France est aujourd'hui un pays bloqué. Sa classe politique, la plus vieille d'Europe, date de l'ère Brejnev. Ses élites économiques partent s'installer à l'étranger. Son modèle social ne fonctionne plus. Tout projet de réforme se heurte à des oppositions insurmontables. Les corps intermédiaires ont disparu, toutes les institutions sont en crise, et le taux de syndicalisation est l'un des plus bas d'Europe. Ajoutons à cela le climat de fin de règne qui caractérise la dernière année de la présidence Chirac, le fait qu'aux élections les partis de gouvernement ne recueillent plus les voix que d'un tiers à peine des citoyens, les pathologies sociales engendrées par l'immigration, le vieillissement de la population, l'endettement public (66,8 % du produit

intérieur brut) et l'augmentation des déficits, l'incertitude qui pèse sur les retraites et le système de santé, la crise de la représentation et la délégitimation généralisée de classe politico-médiatique, la coupure entre la « France d'en haut » et la « France d'en bas ». Autant de causes de morosité et d'angoisse. Le sociologue Marcel Gauchet n'hésite pas à parler de « désespoir collectif ».

La France n'a pas seulement l'un des taux de chômage les plus élevés d'Europe (il touche près de 10 % de la population générale, mais 24 % des jeunes et jusqu'à 50 % de ceux qui sont issus de l'immigration). La société française s'est aussi profondément modifiée. Longtemps a fonctionné le modèle classique du « déversement » naguère théorisé par Alfred Sauvy : les profits accumulés dans les couches supérieures redescendaient tout le long de la pyramide sociale, finissant ainsi par profiter à tout le monde. Ce n'est plus vrai. Au modèle de la pyramide a succédé celui du « sablier » : les riches deviennent toujours plus riches, les pauvres toujours plus pauvres, tandis que les classes moyennes se voient pour la première fois menacées de déclassement : il y a aujourd'hui plus de cadres que d'ouvriers parmi les syndiqués.

Or, c'est la « France du milieu » qui stabilisait autrefois la société globale. Dès l'instant où l'« ascenseur social » est en panne, les « protégés » d'hier rejoignent les « menacés » d'aujourd'hui, et c'est toute la société qui est en passe de basculer. En un an, la France a connu trois crises majeures : le « non » au projet de Constitution européenne en mai dernier, l'incendie des banlieues en novembre et la révolte contre le CPE. Ces trois crises étaient bien différentes et n'avaient pas les mêmes acteurs. Mais elles avaient aussi des points communs : la mise en cause des élites, l'angoisse devant l'avenir, l'indifférence aux institutions. Toutes les trois, par ailleurs, n'ont débouché sur rien : le « non » au référendum n'a permis de formuler aucun projet alternatif, les émeutiers des banlieues ne demandaient rien de précis, les opposants du CPE veulent avant tout faire savoir qu'ils sont inquiets. Les luttes sociales ne parviennent plus à trouver de débouchés sur le plan politique. Ce qui confirme les limites de la démocratie représentative face aux aspirations de la société.

La France, au cours de son histoire, n'a jamais été capable de se réformer en douceur. Au XVI^e siècle, il a fallu les guerres de religion pour passer du fanatisme religieux à une certaine forme de tolérance. En 1789, il a fallu une Révolution pour mettre fin à l'Ancien Régime. « La rupture est consubstantielle à notre histoire », disait récemment l'historien Jacques Marseille. La raison en est que la France est un pays où la vie politique ignore aussi bien le diagnostic partagé que le désir de parvenir à un consensus. Les Français voient bien aujourd'hui que le politique ne règle plus rien, parce que notre époque est celle de la prise du pouvoir par l'économie. Une économie qui n'est plus au service des hommes, mais dont le système met les hommes au service de ses exigences de

rentabilité et de profit. Ils voient que la France n'a jamais été aussi riche, mais que cette richesse n'a jamais été aussi mal répartie. Ils voient que, sur le marché du travail, la précarité et l'insécurité deviennent la norme générale. Ils voient se profiler à l'horizon une société fondée sur la guerre de tous contre tous.

Chaque jour ils mesurent un peu plus le fossé entre la société réelle (le « peuple social ») et la bipolarité artificielle du pays légal. Et pour la première fois, ils pensent que leurs enfants vivront moins bien qu'ils n'ont eux-mêmes vécu. L'avenir, hier porteur d'espairs, est désormais perçu comme avant tout porteur de menaces. Il est logique, dans ces conditions, que la rue cherche à dicter sa loi.

La comparaison que l'on a pu faire avec Mai 68 n'en est pas moins complètement erronée. En 1968, la question du chômage ne se posait pas et les étudiants se préoccupaient moins de leur avenir professionnel que de la « révolution » : ils voulaient changer la vie et la société ! En 2006, ils ne veulent plus changer la société, et c'est bien plutôt la société qui les a changés. Ils ne croient plus à une autre société possible. Ils vivent la leur sous l'horizon de la fatalité. En mai 1968, ils critiquaient la société de consommation. En 2006, ils veulent avant tout se voir garantir la possibilité de consommer tout au long de leur vie. C'est pourquoi ils veulent à la fois que tout change et que rien ne change. Une demande difficile à satisfaire...

Isabelle COSTA

Envoi de CIP-IDF (Coordination des Intermittents et Précaires d'Ile de France)
<http://www.cip-idf.org/>

LES POURQUOI D'UN MOUVEMENT SOCIAL

Réponses de la Coordination des intermittents et précaires d'idf à 3 questions sur le mouvement anti-CPE posée par l'hebdomadaire "Les Inrockuptibles" à différents mouvements (AC!, Sauvons la Recherche, Génération précaire, ...)

1) Pourquoi le gouvernement doit-il retirer le CPE ? Pourquoi ce combat concerne-t-il tous les travailleurs, et pas seulement les étudiants ?

Le CPE/CNE fait suite à une longue série de mesures - dont l'exclusion des moins de 25 ans du RMI (actée par la gauche au pouvoir) -, qui eut pour conséquence de livrer de la main-d'œuvre corvéable aux réseaux de grande distribution et autres fast-food. Les nouveaux contrats entendent maintenant instituer la précarité comme norme, dans un contexte de recul des droits vitaux (couverture maladie, chômage, retraite). Cette politique de précarisation est une déclaration de guerre pour tous ceux qui dépendent d'un salaire pour vivre. Elle s'assortit d'un renforcement terrible du contrôle sur les individus, d'un partage moralisateur : bons et mauvais pauvres, bons et mauvais migrants, salariés plus ou moins performants et dociles, chômeurs méritant l'indemnisation ou la radiation... toujours trop nombreux.

2) CPE, CNE, contrats seniors : selon vous, quelle philosophie et quelle politique générale sous-tendent ces réformes ?

CPE et CNE procèdent d'une même logique : faire régner la peur. Le salarié/chômeur sous pression permanente doit choisir entre se soumettre ou entrer dans une zone de non-droit : être viré du jour au lendemain, ne pas pouvoir choisir sa formation, son chemin, perdre les moyens d'existence les plus basiques. Il serait incantatoire, pourtant, de faire du CPE/CNE l'envers du CDI. La société du plein emploi ne reviendra pas, et l'expérience des générations précédentes ne nous enjoint pas nécessairement à le regretter. Il faut inventer de nouvelles garanties pour que la flexibilité de l'emploi s'assortisse nécessairement d'une continuité des droits, tant du point de vue du contrat de travail que de la protection sociale. "J'ai le droit de vivre" disait Henri Fonda chez Fritz Lang ; nous aussi.

3) La mobilisation contre le CPE peut-elle donner naissance à un mouvement social plus large, fédérant des luttes plus anciennes : intermittents, chômeurs, précaires, chercheurs ?

Ce mouvement existe déjà. Ses formes s'inventent au jour le jour. Il n'est pas un "secteur" qui ne soit pas actuellement en colère. D'autres "coordinations" émergent. C'est une bonne nouvelle. Ce que nous défendons, nous le défendons pour tous : cette promesse continue à nous agiter : rencontres, perturbations, actions... nous avons le temps. La situation est de toute façon intenable. Il y a aujourd'hui une chance de trouver, via l'opposition au CPE/CNE, des espaces-temps communs, entre les luttes qui se sont succédées ces dernières années : retraites et sécu, profs, lycéens... licenciés, chômeurs et précaires, intermittents. Peut-être les étudiants sont-ils en position d'ouvrir une synthèse.

www.maydayfr.org

May Day ! May Day ! May Day !

Contre la précarisation, s'organiser, garantir des droits pour tous !

La « loi pour l'égalité des chances » s'inscrit dans une longue série d'attaques des garanties vitales et sociales de tous et chacun. Elle s'ajoute à la mise en cause des droits à la retraite, à la santé, à l'indemnisation de l'intermittence de l'emploi et du chômage ainsi que celle du handicap, au renforcement du contrôle des chômeurs et de ses cohortes de radiés.

En conditionnant des droits sociaux au comportement des individus, à leur civilité, ou en prévoyant jusqu'à l'interruption des allocations familiales des familles aux enfants « absentéistes », cette loi organise l'insécurité sociale. C'est la même logique qui prévaut en matière de gestion des migrants avec « l'immigration choisie » : on voudrait faire du droit au séjour un droit totalement subordonné à l'emploi et, du droit à l'installation un mirage, accessible seulement par naturalisation.

Chacun étant supposé égal devant les chances et les risques, il en sera donc pour chacun selon ses mérites. Tel est le message qui doit booster la concurrence et renvoyer les « inemployables » à la honte et à des miettes de droits. Tous perçoivent que désormais nul n'est plus à l'abri, même muni d'un CDI, d'un bac ou d'un master... On cherche à faire régner la peur. Celle de ne pas trouver ou de perdre sa place dans la société, de basculer dans la victimisation, avec ou sans emploi.

À cette précarisation croissante ne répondent aujourd'hui que des incantations à un plein-emploi qui ne reviendra pas, faisant le lit de toutes les mesures de mise au travail à n'importe quelles conditions, avec pour perspective un nouveau plein-emploi précaire.

En réponse à une révolte des cités dont le feu couve encore, c'est en fragilisant de nouveau la protection sociale qu'on prétend offrir aux plus discriminés des « chances » de « faire leurs preuves » sur le marché du travail. Le CPE impose, par-delà même ceux qu'il touchera directement, un modèle de fonctionnement : le Casting Permanent à Ejection. La résignation et la soumission aux conditions de travail des entrants dans le salariat cristallisent le puissant mouvement actuel de refus de la précarisation. C'est en s'opposant à une logique d'ensemble qui, de l'école au chômage, de l'emploi à la formation, nous voudrait « suivis individuellement » tout au long de la vie et en permanence éjectables, que ce mouvement suscite l'attention de tous les précaires d'Europe.

Nous voulons des droits sociaux pour tous, avec ou sans emploi. Nous voulons non pas « l'égalité des chances », mais celle des garanties sociales.

La continuité d'un revenu égal au moins égal au Smic pour tous dès 16 ans est aujourd'hui une impérieuse nécessité. Immédiatement, c'est l'extension d'un RMI fortement revalorisé aux moins de 25 ans, scolarisés compris, un modèle d'indemnisation juste pour l'ensemble des salariés intermittents, la revalorisation de tous les minima sociaux et des salaires, les

transports gratuits pour tous les précaires, une couverture maladie, grossesse et vieillesse réellement universelle.

Qu'est-ce que le May Day ?

La May Day parade c'est la grande manifestation ouverte, revendicative et festive de tous les précaires. Un moment d'auto-organisation, de rencontres et de convergence. La rituelle « fête du travail » ne nous suffit plus pour rendre visibles les multiples formes de précarité. Nous voulons faire du Premier mai une fête des précaires et travailleurs d'aujourd'hui. En 2006, ce moment de visibilité des luttes de précaires aura lieu dans une vingtaine de villes d'Europe et aux U.S.A.

VOUS ÊTES INVITÉS À Y PRENDRE PART.

Qui sommes-nous ? Des chômeurs, rmistes, salariés précaires, sans emploi, indépendants, pigistes, allocataires, malades, handicapé-és, intermittent-es, intérimaires, étudiant-es, stagiaires, sans-papiers, travailleur/euses du sexe, parfois tout cela en même temps.
Nous sommes des précaires en lutte.

Que voulons-nous ? Nous loger, dormir, apprendre, fonder les familles que nous souhaitons, produire et accéder à une information et une culture diversifiées, jouer, échanger librement des savoirs, bien manger, prendre soin de notre santé, créer toutes formes de richesses, nous déplacer et nous installer librement, participer à la vie de la cité, créer de nouveaux espaces publics et de nouvelles manières de vivre en société.

Nos vies ne sont pas négociables.

Envoi de Jean-Luc Gonneau : <http://www.la-gauche.org/>

pour :

[RECHAUFFER LA BANQUISE - LE BULLETIN POUR TROPICALISER LA GAUCHE](#)
de JANVIER 2006 - N U M E R O 43

TVA SOCIALE CONTRE TOTALITARISME ?

Par Jacques-Robert Simon

Le totalitarisme se définit comme un système politique qui englobe ou prétend englober la totalité des éléments d'un ensemble. En d'autres termes, hors de la norme point de salut ! Un régime totalitaire conduit à un parti unique, n'admettant aucune opposition : la caste dirigeante tend assez furieusement à la création de ce parti unique qui se donne pour objet d'exclure tous ceux, et par presque tous les moyens, qui émettent des idées différentes des leurs. Des grands principes sont énoncés mais c'est pour mieux les détruire. Les orientations

économiques, mais aussi le moindre détail du quotidien, sont pris en charge par la machine à broyer les consciences.

Est-il encore nécessaire de souligner la frénésie dévastatrice de prétendus économistes qui ne font qu'appliquer les règles ancestrales de l'exploitation de l'Homme par l'homme ? Leur comportement relève plus des Troubles Obsessionnels Compulsifs que de la Science. Les plus savants expliquent qu'un « ordre économique » est rationnel lorsque chacun des individus choisit en optimisant son profit. Il est possible de lire des choses comme : « *On ne doit pas imaginer Mozart, Beethoven, Rossini comme des auteurs libres avec leur imagination... Ils étaient des machines à faire de l'argent, et sous cette contrainte, ils étaient géniaux* » (Alessandro Baricco, *Constellations* 1999) . Cette citation doit être rapprochée de celle d'Oscar Wilde : « *Ce n'est qu'en ne payant pas ses factures qu'on peut espérer vivre dans la mémoire des classes marchandes* ».

Il y a un détail qui échappe à nos apprentis fascistes : imposer une absence de règle, c'est également une règle. Un système totalitaire peut parfaitement s'accommoder de cette règle unique qui empêche toute autre de vivre. Bien entendu, les faits étant tenaces, il faut expliquer et expliquer encore pourquoi depuis plus de vingt ans que cette doctrine est appliquée, les choses vont de mal en pire en France comme ailleurs.

Le plus petit détail de vos vies... Le système totalitaire doit régir la moindre activité publique ou privée. Sous le titre : « *Publicité à la télé : Bruxelles assouplit les règles* », on peut lire dans *Le Figaro* du 14 décembre 2005 : « *La commission européenne propose la suppression du plafond de 3 heures par jour de publicité par chaîne de télévision. Toutefois, le plafond de 12 minutes par heure est maintenu mais les annonceurs ne seront plus obligés de ménager des intervalles de 20 minutes entre les pauses publicitaires* ».

Je pensais qu'Alfred Jarry dès 1896 avait exploré tous les méandres de la mégalomanie dans « *Ubu Roi* », il n'en n'était rien : le réel l'emporte sans conteste sur la fiction, mais cette fois sans trace d'humour. A la fin du XIXe siècle se répandait déjà les idées pangermanistes qui devinrent quelques dizaines d'années plus tard le nazisme. La farce qui l'annonce n'est pas cette fois dans le domaine du théâtre mais émane d'une commission qui régent des sous commissions, des parlements, des sous parlements et finalement l'ensemble des citoyens.

Contrairement aux tenants de la non-pensée unique, je ne pense pas que l'humanité soit guidée par ses instincts. Mais au delà des lamentations, que peut-on faire ? Une éducation, une formation à la vie politique et citoyenne, seraient nécessaires, mais est-il raisonnable de vouloir former lorsqu'il est si aisé de déformer. Notre caste dirigeante a entre les mains toutes les commandes, tous les moyens de pression et de conditionnement. Conditionnement au médiocre certes, mais conditionnement presque inévitable cependant. Il semble plus accessible de donner aux citoyens, la possibilité de consommer d'une façon plus sélective et avisée qu'actuellement. Un ensemble de labels naît qui va dans ce sens. Il serait possible d'encourager une « consommation éthiquement responsable » par le biais d'une modulation sélective de la TVA (certains appellent de leurs vœux une TVA sociale indexée sur les charges sociales ou les remplaçant pour tout ou partie). La modulation tiendrait compte de la qualité du produit, de sa production artisanale ou industrielle, des contraintes environnementales... Les prix des produits ne tiendraient plus compte uniquement du caractère marchand mais aussi de critères sociétaux.

Si on ne peut rien faire du sommet, pourrait-on avoir une influence sur nos sociétés par l'aval, par l'organisation des consommateurs, une régulation citoyenne des consommations ?

Envoi d'Isabelle Costa : <http://costa.songs.free.fr/>

pour

Jean-Pierre Petit : <http://www.jp-petit.com/index.html>

Le Camp des Assassins

8 avril 2006

Il y a toujours dans la vie un moment où il faut choisir son camp. Pour moi, c'est fait depuis longtemps.

On vit une époque étrange. On pourrait dire que le mensonge a toujours fait partie de l'histoire des hommes, de tous temps. Rares sont les personnages historiques qui n'ont pas les mains tachées de sang. Très souvent, ils délèguent les basses besognes. Prenez par exemple de Gaulle, notre "dernier personnage historique", le "Grand Charles", comme certains l'appelaient. Je crois que de plus en plus de gens savent qu'il était d'un cynisme sans limites. Récemment France 2 a diffusé une rétrospective des années de Gaulle, avec un mélange de scènes reconstituées et de documents d'archives. A un moment le général apprend, dans la résidence mise à sa disposition par les Anglais, que les Anglo-Américains ont débarqué en Afrique du Nord, sans l'en informer. Il est averti en pleine nuit par son aide de camp et il est fou de rage. Il lance :

- J'espère que les troupes de Vichy vont leur en faire baver !

C'est une phrase de trop, qui n'est mue que par un orgueil personnel démesuré. Ce que de Gaulle ne savait pas, c'est que les Anglais avaient mis des micros dans cette maison, avant de la mettre à sa disposition, et que cette phrase fut enregistrée. Après on s'étonnera de la méfiance qu'avaient vis à vis de lui, Churchill et Roosevelt.

J'ai cité dans mes colonnes une autre anecdote qui se réfère cette fois à la Guerre d'Algérie. En novembre 2004 tombait l'anniversaire de "la prise de la Bastille" pour les Algériens, ce qui correspond pour eux à une vague d'attentats dans tout le pays. Nos médias ont donné un écho très assourdi à cet évènement en diffusant des émissions à des heures impossibles. Le meilleur document écrit que j'aie trouvé est un numéro hors série de Science et Vie intitulé : *"Algérie 1954-1962, la dernière guerre des Français"*. Sur la page de couverture : Révélation : *"Argent contre gaz, comment la France a payé le FLN"*. On trouvera le dossier page 106. Il est à peine croyable. Il

ne s'agit pas d'un témoignage de seconde main, mais d'un extrait d'un enregistrement fait sur bande magnétique. Malade, Delouvrier voulait soulager sa conscience. Je vous imagine déjà allant sur Google et composant " Paul Delouvrier ". Faites-le, vous aurez de sacrées surprises. C'est devenu une figure emblématique. Un institut porte son nom, dont la devise est " Regarder plus loin pour voir plus juste ".

Vous n'en reviendrez pas !

On peut avoir fait des révélations aussi choquantes et survivre à l'histoire dans la dignité. Etonnant...

Il y a donc des choses qu'on apprend des décennies plus tard. Quand elles émergent

Tout cela continue, aujourd'hui. Mais c'est encore plus énorme. La clé de notre histoire contemporaine, ce qui enflamme tout; c'est le 11 septembre 2001. Il existe un DVD, édité à ses frais par l'Américain Jimmy Walter, qui a consacré quatre millions de dollars à sa réalisation, qui reprend des problèmes initialement soulevés par un Français, Thierry Meyssan dès 2002, à travers deux ouvrages "l'effroyable imposture" et "le Pentagate". Je sais, le problème est énorme et l'hypothèse monstrueuse. C'est cela qui assure la pérennité d'un tel mensonge, d'une imposture aussi effroyable, pratiquement sans précédent historique, si on excepte l'idée, à laquelle de plus en plus de gens adhèrent, selon laquelle Roosevelt aurait été parfaitement au courant des préparatifs de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, mais qu'il aurait laissé faire "parce que c'était la seule façon de faire accepter par l'opinion américaine sa participation à la guerre contre les hordes nazies". Effectivement, le lendemain de l'attaque les Américains faisaient la queue dans les bureaux de recrutement. Roosevelt voyait peut-être à long terme. La menace de " l'Axe " (Berlin-Tokyo) était sérieuse. Les Japonais s'étaient déjà dotés d'une force armée impressionnante. Ils avaient le cuirassé le plus gros du monde, le Yamato. Leurs ambitions de contrôler le Pacifique étaient clairement affichées. Comme les Nazis, démunis de ressources naturelles, sur leur île, ils exigeaient leur "espace vital". Roosevelt savait peut être que ces puissances qu'étaient le Japon impérial et l'Allemagne Nazie ne s'arrêteraient pas, que leurs ambitions de conquêtes étaient ... planétaires. Et ça n'est pas faux. Pensez aux fusées de ce visionnaire qu'était Von Braun. Après le V2, conçu pour attaquer l'Angleterre, les Nazis se seraient dotés de fusées intercontinentales. Imaginez ce qui se serait passé si Heisenberg et Von Wiesacker n'avaient pas leurré Hitler à propos des possibilités de l'usage de la fission en surestimant sciemment la masse critique de l'uranium (lire "*l'Affaire Heisenberg*", Albin Michel).

Logique de l'histoire. Une logique qui amène à des gestes qui peuvent paraître d'un cynisme inimaginable. Mais est-ce que ça n'est pas cela, faire de la politique, de la "real politik" ?

En géopolitique, à l'échelle de la planète, on voit loin, on voit grand. De Gaulle se fichait éperdument des pieds-noirs, de cette "présence française" en Afrique du Nord.

Pour lui, l'Algérie c'était Hassi-Messaoud, à cause du Pétrole, Hammagir, pour les essais de fusées et Reggane pour la bombe, "sa" bombe, destinées à assurer la sécurité et la grandeur de la France.

Il y a encore des gens pour s'imaginer que l'ennemi des Etats-Unis, ce sont les pays Arabes. Mais non, l'ennemi est plus loin. C'est ... la Chine. Un adversaire redoutable. L'affrontement est à terme inéluctable. Les Américains ont gagné une guerre économique contre les Russes. En poussant les Soviétiques à s'armer pour maintenir une "parité", ils ont provoqué l'effondrement de leur économie. Ils ne veulent pas perdre la guerre économique suivante, contre la Chine. Or les choses vont très vite. Le développement de l'Empire du Milieu passe par le pétrole. L'Afghanistan, le coup de main sur l'Irak, et maintenant les vues sur l'Iran n'ont rien à voir avec la "guerre contre le terrorisme". Il fallait créer les conditions de ce mouvement tournant de géopolitique, quel que soit le coût.

Qui prend de telles décisions ? Je n'en sais rien, mais elles sont prises. Ce n'est qu'après qu'on décode l'histoire, si on est encore vivant pour le faire. Le 11 septembre, c'est le Pearl Harbour contemporain. Roosevelt s'était contenté de laisser faire, de donner des consignes pour qu'on ne bouge pas. Aux Etats Unis, les choses sont très vraisemblablement allées beaucoup plus loin. Si loin que toute enquête s'est immédiatement avérée impossible, qu'on a fait disparaître au plus vite ce qui pouvait ressembler à des pièces à conviction. Savez vous que les débris du Pentagone ont été enlevés ... 48 heures après l'évènement ? Savez vous qu'on s'est empressé de vendre la ferraille des tours jumelles à des entreprises asiatiques et que pratiquement, tout a disparu très rapidement, qu'aucun expert n'a pu examiner ces débris ?

Il va falloir se battre. C'est le verrou de notre histoire contemporaine. Qui ne s'est pas écrié : "ça n'est pas possible qu'ils aient fait un pareille chose ! ". Mais réfléchissez. Ca n'est qu'une question d'échelle. Il y a peut être un vieux mot à ressortir, c'est le mot "honneur". Regardez-le, sur la photo ci-dessus, cet homme qui a fini sa carrière comme directeur d'Edf, et qui laisse son nom à un institut aux devises ronflantes. Payer les Fellaghas pour qu'ils ne plastiquent pas un gazoduc, en leur donnant de quoi acheter des balles qui tueront des Français, n'est-ce pas déshonorant ? Comment peut-on vivre avec un tel cadavre dans son placard ?

Ce que vous ne parvenez pas à réaliser c'est que le monstrueux est à tous les carrefours de l'histoire. Mais les cris des victimes ne parviennent à ceux qui prennent la décision de les éliminer que de manière très assourdie. Rappelez-vous la phrase de Staline :

- Un mort, ça m'émeut. Un million de morts, c'est de la statistique....

Prenez des gens comme Bush, Rumsfeld, Condolezza Rice. Ont-ils conscience que des soldats meurent en Irak par leur faute ? Des soldats Américains et des civils Irakiens. Je ne le pense pas. Tout cela doit être pour eux, abstrait. On peut être responsable

de millions de morts sans avoir jamais vu une goutte de sang de sa vie. Il faut comprendre aussi comment se prennent "les décisions".

Prenez par exemple cette affaire de gazoduc. On peut imaginer une séance présidée par de Gaulle.

- *Mon général, qu'est-ce qu'on fait pour le gaz saharien ?*
- *Que voulez-vous dire ?*
- *Eh bien ! un gazoduc c'est difficile à sécuriser et facile à saboter.*
- *Il est très important que ce gaz français puisse parvenir à la métropole.*
- L'indépendance énergétique de la France est à ce prix.*
- *Oui, mon général, mais ça ne résout pas le problème.*
- *Mon petit Delouvrier, je vous ai nommé Délégué Général en Algérie pour que vous résolviez les problèmes, pas pour que vous nous emmerdiez avec des détails. Le gaz doit continuer d'être acheminé au port de Bougie, quoi qu'il arrive. C'est quand même clair !*
- *Oui mon général....*
- *Bon, question suivante.*

Voilà comment les décisions se prennent, "en haut lieu". Les subordonnés interprètent les mots et demi-mots des "personnages historiques", se chargent des basses besognes, sans grands risques, puis que de toute façon ils seront "couverts". Où avez-vous vu, si on excepte cette révélation faite dans les colonnes de ce hors série de Science et Vie que la mémoire de Paul Delouvrier ait été le moins du monde entachée ?

.../...

suite à : http://www.jp-petit.com/Presse/camp_des_assassins.htm

Envoi de Benoist Magnat : <http://perso.wanadoo.fr/benoist.magnat/>

Des antibiotiques dans votre assiette **et** **des OGM dans la nature**

Les champs d'OGM qui essaient de recouvrir la terre veulent devenir la pensée unique de la Nature, comme la culture du colza ou du maïs au service des multinationales, de la spéculation financière et des industriels de l'agriculture. Quand les multinationales auront pris en main plus de 50% de l'alimentation

mondiale, on verra s'éteindre petit à petit et définitivement le statut de paysan. Pourrez-vous encore avoir un petit potager personnel sans être taxé ? On ne mangera presque plus que de la bouffe industrielle. La plupart des ménages posséderont un high Tech dans sa cuisine pour produire des repas de type Mac Do...

L'arme alimentaire sera au service d'enjeux géopolitiques, qui appauvrit les pauvres et enrichit les riches.

La diversité aura disparu, les maladies animales (genre prion) et végétales se répandront comme la peste, les industries chimiques et pharmaceutiques vendront des toxiques ou des vaccins pour enrayer les épidémies et les hommes trinqueron à l'oubli.

Il restera quelques espaces très chers, comme des "zoo" de la Nature, qu'on viendra visiter le dimanche ou pour les plus fortunés des safaris « nature » d'une semaine. On trouvera cela très rétro, mais si joli...

L'expansion du modèle de l'agro business, avec son cocktail de mécanisation, d'herbicides, des pesticides, d'engrais chimiques et d'irrigation intensive, nous conduits aux nappes phréatiques polluées et à l'épuisement des sols du à la monoculture entre autres.

Et nos petits cancers du foie et du pancréas qui sont en marche depuis quelques dizaines d'années, les mettrons nous sous l'arbre du Noël de nos amis ?

Produire oui ; mais pour produire mieux et plus sain. Reprendre les rênes de sa vie, de son environnement et de son alimentation, c'est devenu une ré appropriation sociale et politique. Il faut faire vite et bien avant que la Terre soit homogénéisée.

Benoist Magnat

Envoi de Marc Jammet : <http://perso.wanadoo.fr/marcjammet>

REVENDEICATIONS A LA POSTE DU VAL-FOURRE :

***SUPPRIMER LES FILES D'ATTENTES,
AVOIR SON COURRIER EN TEMPS ET EN HEURE***

DES EXIGENCES QUI MONTENT CHEZ LES USAGERS ET CHEZ LES POSTIERS.

En peu de temps, déjà plus de 400 habitants du Val-Fourré ont signé la pétition réclamant l'ouverture en permanence des 6 guichets et l'embauche de personnels supplémentaires notamment à la distribution du courrier et des colis.

Des demandes d'entrevue ont été réclamées auprès du Sous-Préfet et des deux directions de la Poste (distribution et grand public).

Ensemble, usagers et postiers nous pouvons obtenir des avancées comme à Limay où un comité comme le nôtre a gagné le renforcement du service public postal de cette ville.

Le saviez-vous ?

Le bureau de Poste du Val-Fourré en chiffres :

- **Une centaine de postiers** est employée à la préparation, au tri et à la distribution, un chiffre en baisse constante ces dernières années, alors qu'il faudrait nettement l'augmenter pour répondre aux besoins.
- **Une trentaine d'employés** est affectée aux guichets, au service financier et au fonctionnement général du bureau.
- **Plus de 2000 opérations postales par jour** sont effectuées aux guichets. Un grand nombre nécessite **entre 5 et 10mn de traitement**, une raison de plus d'ouvrir les 6 guichets.

De quoi la Poste du Val-Fourré est-elle malade ?

* Le nombre de personnel affecté aux guichets est calculé suivant l'état de ce qui est réalisé en opérations financières sans tenir compte de la totalité des opérations réalisées. **En clair, la grosseur du porte-monnaie des usagers prime sur le service rendu.**

* Dans le cadre de la transformation interne au bureau de poste suivant la réforme en cours, des guichets "*toutes opérations*" seraient supprimés au détriment de la création de guichets spécialisés sur les aspects uniquement financiers liés à la banque postale.

* En ce qui concerne les facteurs, ces dernières années leur nombre a été divisé par deux. Ainsi, aujourd'hui, **sur 65 tournées effectuées par jour** au Val-Fourré (colis et lettres) **il y en a 7 à 8 qui manquent** du fait de facteurs malades ou en vacances, **ils ne sont pas remplacés.** Parfois ces tournées sont effectuées l'après-midi par du personnel ayant déjà œuvré le matin. Les quotas d'heures supplémentaires explosent.

* La Poste emploie du personnel en contrat limité dans le temps (C.D.D.). Ces personnes en emploi précaire sont très peu formées.

Alors que les postiers réclament une personne formée pour l'aide du remplissage de formulaires, la direction va jusqu'à prévoir d'embaucher "un contrat aidé" à cette tâche **sans formation adéquate**. Ces contrats destinés à des gens au chômage de longue durée sont à temps partiels et peu rémunérés ; alors que ces gens ont besoin d'aide, de stabilité dans l'emploi et de formations importantes, de salaires décents, sinon c'est l'échec pour eux et le public qu'ils servent.

Cette précarité, ce manque de formation, et l'insuffisance de personnel aggravent les difficultés de notre poste. Il faut de véritables embauches et des formations nécessaires à la bonne marche de notre service public.

Envoi de Zorica Sentic : <http://www.zorica.net/>

La définition du Baiser

En cours d'Économie

Le baiser est cette chose pour laquelle la demande est toujours supérieure à l'offre.

En cours de Comptabilité

Le baiser est un crédit parce qu'il est toujours profitable en retour.

En cours d'Algèbre

Le Baiser est l'infini parce qu'il est deux divisé par rien.

En cours de Géométrie

Le Baiser est la distance la plus courte entre deux lèvres.

En cours de Physique

Le Baiser est la contraction de bouche en raison de l'expansion du cœur.

En cours de Chimie

Le Baiser est la réaction de l'interaction entre deux hormones

En cours de Zoologie

Le Baiser est l'échange de bactéries salivaires.

En cours de Physiologie
Le Baiser est la juxtaposition de deux des muscles orbiculaires dans l'état de contraction.

En cours de Dentisterie
Le Baiser est à la fois infectieux et antiseptique.

En cours de Philosophie
Le Baiser est la persécution pour l'enfant, l'extase pour le jeune homme et l'hommage pour l'homme ou la femme mûr(e).

En cours de Français
Le Baiser est un nom qui est employé comme une conjonction, il est plus commun que propre,
on le parle au pluriel et il s'applique à tous

En cours d'Architecture
Le Baiser est un processus qui construit un lien solide entre deux objets dynamiques

En cours d'Informatique
Qu'est-ce qu'un Baiser? Cela semble bien être une variable non définie.

Pour moi,

le baiser est la plus belle chose du monde

Ceci est de la libre expression, n'hésitez pas à dire stop ou encore !

Jean-Jacques Rey

sites Internet : www.jj-pat-rey.com

<http://perso.wanadoo.fr/j-j.rey-feuxdelamer/index.html>